

PLANÈTE MAFIAS

Les nouveaux parrains
à l'assaut du monde

STÉPHANE QUÈRÉ

la manufacture de livres

Planète mafias

Dans la même collection

Au coeur du trafic, Bruno Di Maio, 2008

Mesrine, mon associé, Michel Ardouin 2008

Le Colombien. Des parrains corses aux cartels de la coke, Laurent Fiocconi 2009

Planète Serial Killers, Loetitia Nathan 2010

Zampa, José d'Arrigo, Roger Grobert 2010

Braqueur, Rédoine Faïd, Jérôme Pierrat 2010

Mes gardes à vue, Stéphane Chaigneau 2010

Coke à bord. En voilier, en hors-bord, en sous-marin, j'ai transporté la drogue des cartels, Yann Tassin 2011

Histoires de P.J., Charles Pellegrini 2011

L'histoire vraie du gang des Lyonnais, Richard Schittly 2011

Stéphane Quéré

Planète mafias

LA MANUFACTURE DE LIVRES
la manufacture de livres

À mes amis du BOC, ma respiration annuelle...

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue
et être informé de nos publications,
envoyez vos coordonnées en citant ce livre à :

La Manufacture de livres, 101 rue de Sèvres, 75006 Paris

ou

contact@lamanufacturedelivres.com

www.lamanufacturedelivres.com

ISBN 978-2-35887-013-9, version papier

ISBN 978-2-35887-414-4, fichier PDF

ISBN 978-2-35887-415-1, epub

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

« Je ne suis le parrain que de mes filleuls »

Mario H., considéré comme un des
« parrains » du Milieu parisien

Le crime organisé est un thème de prédilection de la fiction : *Les Affranchis*, *Les Sopranos*, *Gomorra*, *Le Parrain*, les figures des plus grands criminels nourrissent ces œuvres. Mais les organisations criminelles et les « parrains » ne sont pas tous new-yorkais ou italiens. La disparition du bloc soviétique, la mondialisation, l'émergence de nouvelles puissances mondiales ont aussi généré de nouvelles mafias et de nouvelles figures criminelles. Ces nouveaux parrains sont issus de tous les horizons. Ils sont des patrons de gangs et mafias souvent méconnus mais qui ont la haute main sur les activités illicites : trafics de stupéfiants, d'êtres humains, d'armes, prostitution, racket, contrefaçon, liens avec le terrorisme international, corruptions...

L'actualité récente nous a permis de découvrir les jamaïcains Jim Brown et son fils « Dudus » Coke, véritables dirigeants d'un État dans l'État. Moins connu le Hells Angels Québécois Maurice Boucher « boss » d'une organisation loin

de tout folklore et avec laquelle comptent les mafias d'Amérique du Nord. Autres destins incroyables, celui de l'irlandais John Gilligan, le tueur de Veronica Guerin, ou du proxénète Colacurcio de Seattle, digne d'un film de Scorsese. Pour les médias, c'est toujours le dernier... De même qu'on annonce un « casse du siècle » régulièrement, le lecteur attentif se retrouve chaque année face à un « dernier parrain ».

Ainsi quand un grand hebdomadaire français évoque le sicilien Bernardo Provenzano en mai 2007, titre de l'article : « Le Dernier Parrain », ce même hebdomadaire titrera « Matteo Denaro, le dernier Parrain » en août 2008. Entre-temps bien sûr, il y a eu Salvatore Lo Piccolo : « le dernier Parrain aimait trop l'argent », selon un quotidien national en novembre 2007. Aux États-Unis, les médias se partagent pour attribuer le titre de « *Last Don* » à John Gotti, boss de la Famille Gambino, mort en prison en 2002 ou à son ami Joe Massino, boss de la Famille Bonnano, collaborateur du FBI depuis 2005.

Côté corse, on a le choix. Une dépêche annonce en février 2007 : « Corse : enquête relancée sur la mort du dernier parrain », il s'agit de Jean-Jé Colonna. En novembre 2009, l'assassinat de Francis Guazzelli permet à un quotidien national de titrer sur l'« Assassinat d'un des derniers parrains de la Brise de Mer », ouf... il y en a d'autres, nous voilà rassurés. Quelques mois plus tard, en août 2010, un quotidien régional proclame : « le dernier parrain corse François Marcantoni est décédé à Paris ». Autre décès relaté par un article de janvier 2011 d'un autre quotidien régional : « Avec Jean Venturi, c'est le dernier Parrain à l'ancienne qui est mort ».

Pour Marseille aussi, les candidats au poste de « dernier

parrain » se bousculent. En mai 2006, une agence de presse publie une dépêche sur « le dernier parrain de la pègre marseillaise au tribunal ». L'année suivante, décembre 2007, une autre agence de presse titre : « Marseille : un des derniers parrains du sud de la France écroué ». Un quotidien local évoque « la légende de Francis le Belge, dernier parrain marseillais » pour les dix ans de sa mort, en novembre 2010. Pascal Perletto, un proche de Francis le Belge, subit un sort funeste en juin 2011, entraînant un article dans un grand journal populaire : « un des derniers parrains du Var exécuté en pleine rue ».

Cette accumulation de « derniers parrains », véritable lubie médiatique, peut prêter à sourire. Mais les criminologues s'en inquiètent : pourquoi en effet mobiliser des ressources et des hommes pour lutter contre une organisation dont le « parrain » est mort, ou a été arrêté ? Comme la nature, le milieu criminel a vraiment horreur du vide.

1. Bollywood mafia

12 mars 1993 : ce jour est connu comme le « Vendredi Noir » par les habitants de Bombay. Treize bombes explosent dans la capitale économique de l'Inde, faisant 257 morts et 713 blessés. La première voiture piégée vise la Bourse de Bombay à 13 h 30, faisant une cinquantaine de morts. Les explosions se suivent jusqu'à 15 h 40 : bombes, voitures et scooters piégés visent des hôtels, des banques, le bureau régional des passeports, l'immeuble d'Air India, un centre commercial, un bus à impériale et l'aéroport international. L'enquête permet d'impliquer le truand Tiger Memon comme l'organisateur matériel de ces attentats anti-hindous, sur ordre du principal parrain de Bombay, Dawood Ibrahim et sans doute en liaison avec les services secrets pakistanais, l'ISI.

Dawood Ibrahim Kaskar est né en décembre 1955 à Ratnagiri, un port de la côte sud-ouest de l'Inde, dans l'État de Maharashtra. Le père du futur roi de la pègre indienne

est un officier de la police judiciaire, le *Criminal Investigation Department*, ce qui n'est pas nécessairement un gage de probité dans les années cinquante en Inde... Le jeune garçon va grandir à Dongri, un quartier pauvre à majorité musulmane de Bombay. C'est là qu'adolescent, il va travailler avec ses frères pour quelques grands noms de la pègre d'alors, le contact se faisant par son père, notoirement corrompu. Il rend ainsi quelques services au parrain du trafic d'or Haji Mastan, de son vrai nom Mastan Mirza, un tamoul arrivé à Bombay un an avant la naissance de Dawood.

Mastan est d'abord un simple docker avant de devenir un des caïds de la contrebande. C'est aussi un des premiers criminels à saisir l'intérêt de l'industrie du cinéma indien, au point d'être un important producteur à Bollywood dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Aidé par son père policier, Dawood ouvre, pour le compte d'Haji Mastan, un commerce de produits électroniques, servant en fait de couverture pour la revente de produits de contrebande. Il s'oppose alors à une figure de la pègre, un certain Syed Batla, travaillant également pour Mastan. Batla est à l'origine du meurtre d'un journaliste dont le tort a été d'écrire un article sur les activités du truand, peut-être avec l'aide de Dawood... L'action de Syed Batla est désapprouvée par le boss Mastan qui le gifle devant témoins. Dawood, ami du journaliste assassiné, estime que la sanction est insuffisante et décide de quitter le gang de Mastan. Le jeune Dawood va alors s'initier au trafic de drogue aux côtés des frères Amirzada et Alamezeb Pathan, lieutenants du parrain historique de Bombay : Karim Lala. Ce pachtoun né en Afghanistan a commencé, comme Mastan, à travailler sur les docks de Bombay dans les années

quarante avant de prendre la tête d'un empire criminel. Il se livre au trafic de haschisch et de bijoux, aux jeux clandestins, et à des extorsions de toute nature.

Après ces années d'initiation, Dawood réussit son premier vrai coup en 1977 en pillant un bateau de contrebande. Plein d'ambition, il fonde peu après son propre gang, baptisé d'abord « *Young Company* », s'associant avec deux autres criminels qui deviennent ses lieutenants et associés... pour l'instant : Chhota Shakeel et Chhota Rajan. Son organisation se fait une place dans le business criminel de Bombay, non sans mal. Une guerre éclate avec le gang de Karim Lala et des frères Pathan. Le frère aîné de Dawood, Shabir, est assassiné ; en représailles, Dawood Ibrahim fait exécuter Amirzada Pathan, son ancien mentor. Au milieu des années quatre-vingt, le jeune caïd, il a tout juste trente ans préfère prendre de la distance avec la police indienne, et surtout le gang de Lala. Il s'installe à Dubaï et y dirige, à l'abri, les activités de son organisation qui est alors de plus en plus connue sous l'expression « *D-Company* ». D comme Dawood, évidemment. Musulman, Dawood fait avant tout des affaires et ne s'embarrasse pas des castes, des origines ou des religions. En plus de ses frères Anees et Iqbal Kashar et de sa sœur Hasina Parkar, il s'entoure d'hommes de valeur et peu important leurs origines.

Chhota Rajan, de son vrai nom Rajendra Sadashiv Nikalje, est un hindou qui a commencé par des petits vols, de la contrebande et de la vente au noir de tickets de cinéma, avant de succéder à son chef, abattu, puis de rejoindre l'organisation de Dawood. Chhota Shakeel – Shakeel Ahmad Babu – est un musulman spécialisé dans le racket des acteurs

de Bollywood et des joueurs de cricket. Quant à Abu Salem, musulman lui aussi, il travaille d'abord avec Chhota Shakeel dans l'extorsion des acteurs et producteurs de Bollywood.

La coopération entre hindous et musulmans se passe bien jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, époque où les tensions entre les deux communautés en Inde s'accroissent. En décembre 1992, des extrémistes hindous détruisent la Mosquée de Babri Masjid, construite en 1527. Des émeutes éclatent alors dans les grandes villes du pays, à Bombay et Delhi notamment, faisant près de 2 000 morts. C'est sans doute en représailles à la destruction de la Mosquée que les services secrets pakistanais contactent Ibrahim Dawood à Dubaï pour organiser les attentats de mars 1993.

Comment expliquer la participation de Dawood à ces attentats ? On peut écarter la prise de conscience politique d'un membre d'une communauté minoritaire dans un pays à majorité hindouiste¹. En fait, il s'agit d'une alliance objective avec l'ISI, les services de renseignement pakistanais, pour le contrôle de la contrebande d'or.

Jusqu'en 1991, on estime à 2 000 tonnes la quantité d'or introduite clandestinement en Inde. Mais à partir de 1991-1992, la libéralisation de l'économie indienne rend moins lucratif cette activité. Les routes de la contrebande entre les pays du Golfe et les côtes ouest de l'Inde sont contrôlées de fait par l'ISI. Pour continuer à bénéficier de cette fraude, Dawood n'a pas le choix : il doit travailler avec l'ISI.

L'enquête sur les attentats de Bombay a une double conséquence pour Dawood. D'abord, sur demande des autorités

1. L'Inde est peuplée à 80 % d'hindous et 14 % de musulmans.

indiennes, Interpol lance une « notice rouge », c'est-à-dire un mandat d'arrestation international contre le parrain indien. Dawood doit donc quitter Dubaï en 1994 pour se réfugier chez ses « protecteurs » pakistanais, à Karachi. La pression s'accroît sur lui après le 11 septembre 2001. En octobre 2003, l'administration Bush le qualifie de « *global terrorist* » et l'accuse d'entretenir des liens avec Al-Qaïda et Lashkar-e-Taiba. Ce mouvement islamiste est soupçonné d'utiliser les filières de contrebande de Dawood pour introduire armes et explosifs en Inde. En novembre 2003, l'ONU identifie le caïd comme un individu lié à Al-Qaïda, permettant ainsi idéalement la saisie de ses biens et l'empêchant de voyager. En juin 2006, les États-Unis l'incluent cette fois-ci dans sa « *kingpin list* » : ses biens situés dans les territoires sous juridiction américaine peuvent être saisis ; les sociétés et ressortissants américains ont interdiction d'entretenir des liens financiers et commerciaux avec le caïd.

Autre liste, en novembre 2009 : le parrain indien apparaît à la 50^e place du classement des hommes les plus puissants du monde selon le magazine américain *Forbes*. Les autorités pakistanaises nient abriter un tel personnage sur son territoire mais elles sont démenties par... Facebook ! En effet, en juin 2010, la page Facebook de Mahrugh Ibrahim, la fille du parrain, indique naïvement qu'il habite dans le quartier Clifton de Karachi.

Autre conséquence de cette alliance : la rupture entre le caïd et un de ses principaux lieutenants, Chhota Rajan. Ce dernier s'est également installé à Dubaï en 1988, recherché par la police indienne pour extorsion, contrebande, trafic de stupéfiants et dix-sept meurtres. Mais après 1993, la rupture

est consommée entre les deux hommes et les règlements de comptes entre leurs affidés se multiplient. Du côté de la *D-Company*, c'est Chhota Shakeel qui mène la chasse à son ancien associé. En septembre 2000, à Bangkok, Chhota Shakeel dirige le commando qui tente de tuer Chhota Rajan. Mais ce dernier réussit au dernier moment à s'enfuir par les toits. En représailles, deux lieutenants de Dawood sont abattus à Bombay. Depuis, Chhota Rajan est considéré comme le principal rival de Dawood au sein de la pègre indienne. C'est d'ailleurs lui qui est soupçonné d'un meurtre visant le premier cercle du clan Dawood en mai 2011. On a d'abord cru que la cible était Iqbal Kaksar, le frère d'Ibrahim Dawood, l'attaque ayant eu lieu près de son domicile. En réalité, c'est sans doute son chauffeur et garde du corps, Arif Syed Abu Bukha, dit « Bael », qui était la cible des tueurs. Interrogé pour savoir s'il s'agissait d'un épisode de la guerre des gangs, le Ministre de l'Intérieur de l'État de Maharashtra a déclaré : « Il n'y a plus de gangs à Mumbai, donc il ne peut pas s'agir d'une guerre des gangs »...

Hormis ses activités en Inde et ses bases à Dubaï et à Karachi, la *D-Company* a étendu ses réseaux vers d'autres pays comme le Bangladesh. Dans ce pays, l'organisation criminelle compterait près de cent cinquante hommes, des Bangladeshis ou des Indiens d'origine, payés au mois. Dawood et Chhota Shakeel semblent ainsi avoir de bons contacts avec Aziz Mohammad Bhai, considéré comme le principal « parrain de Dacca ». Le Népal est aussi un terrain d'activités pour les hommes de Dawood... mais aussi de son rival Chhota Rajan. En mars 2009, les autorités népalaises

ont arrêté deux tueurs du gang de Chhota Rajan, avec des armes de guerre. Les autorités népalaises les soupçonnent d'avoir projeté des assassinats de membres du gouvernement afin de déstabiliser le pays.

En effet, pour les services secrets indiens, le Népal se montre trop conciliant avec le Pakistan. Ainsi, selon les autorités indiennes, le Prince Paras du Népal, installé à Singapour depuis l'abolition de la monarchie au Népal en 2008, serait associé avec Dawood dans le trafic de fausses roupies, destinées à fragiliser l'économie indienne. Imprimées au Pakistan, à Quetta, avec la bénédiction des services pakistanais, les fausses roupies entreraient en Inde notamment via le Népal, avec l'aide des agents de l'ISI du bureau de Katmandou. C'est Yunus Ansari, fils d'un ancien ministre népalais chargé des réformes agraires, qui servirait d'intermédiaire entre le Prince et la « *D-Company* ».

Ansari est un riche homme d'affaires népalais, possédant notamment deux radios et une station de télévision, et est à son tour arrêté, sur demande indienne, en janvier 2010. Outre Ansari, son garde du corps et deux complices pakistanais sont arrêtés : la police saisit près de quatre kilos d'héroïne, ainsi que des faux billets indiens. Selon les services indiens, le réseau de fausse monnaie d'Ansari s'étend au Népal, mais aussi au Pakistan, au Bangladesh, en Thaïlande et aux Émirats Arabes Unis.

En février 2010, un autre proche d'Ansari et de Dawood, Jamim Shah, est abattu en plein cœur de Katmandou, près de l'Ambassade de France, par deux tueurs à moto. Présenté comme un tycoon des médias, Shah était le propriétaire de « *Space Time Network* », contrôlant la première chaîne du câble

« *Channel Nepal* » et le journal « *Space Time* ». Le lendemain de son assassinat, l'action est revendiquée par téléphone à une télévision par un proche du parrain Chhota Rajan. L'homme a reproché à l'homme d'affaires ses « activités anti-indiennes », dénonçant notamment ses liens avec Ibrahim Dawood et l'ISI. En mars 2011, Yunus Ansari est blessé par balles dans la prison centrale de Katmandou. Le tireur s'est présenté comme visiteur pour un prisonnier membre d'un gang indo-népalais spécialisé dans les enlèvements et le racket. Une fois à l'intérieur, il a sorti une arme et fait feu sur Ansari. Le tireur a été arrêté et Ansari n'a été que légèrement blessé. En plus du Népal et du Bangladesh, les intérêts financiers de Dawood et de Shakeel s'étendent de Bangkok, à Hong Kong, en passant par la Malaisie, Djakarta, Colombo et la Chine.

Outre ses activités traditionnelles, contrebande, drogue, racket, un rapport confidentiel des services de renseignement de la marine indienne évoque l'implication de l'organisation d'Ibrahim Dawood dans le secteur du démembrement des navires poubelles. Les bateaux en fin de vie utilisent des pavillons de complaisance comme ceux du Liberia ou du Tuvalu, pour contourner la réglementation en matière environnementale. Les bateaux sont ensuite désossés sur des chantiers spécialisés en Inde, dans des conditions de travail épouvantables. Les métaux ainsi récupérés seraient remis dans le circuit. La marine indienne craint également que ces bateaux soient utilisés au transport de produits de contrebande voire même d'explosifs.

Autre secteur économique contrôlé par la « *D-Company* » : le *gutka*, du tabac à mâcher, très populaire dans le sous-

continent indien, composé de tabac, de noix de bétel et de divers assaisonnements. Le CBI, *Central Bureau of Investigation* indien a décidé en septembre 2010 de lancer des enquêtes contre deux des plus importants fabricants de *gutka* d'Inde. Rasiklal Dhariwal de la société « *RMD Gutkha* » et Jagdish Joshi de « *Goa Gutkha* » sont accusés d'entretenir des liens avec l'organisation de Dawood. Le parrain a notamment servi d'arbitre dans un conflit commercial entre les deux sociétés. En parallèle, Dhariwal et Joshi ont aidé Dawood à établir un business de *gutka* au Pakistan.

La « *D-Company* » contrôle également une partie du « système bancaire parallèle » du sous-continent indien, l'*Hawala*. Ce système bancaire informel est basé sur la confiance. Si une personne A doit de l'argent à une personne B, elle remet de l'argent à un agent de change, un *hawaladar*. Celui-ci contacte alors un de ses correspondants qui remet l'argent à la personne B. Le paiement entre les *hawaladars* se fait par compensation, il n'y a donc pratiquement pas de circulation physique de l'argent. Un des « parrains » de ce système est un proche de Dawood : Naresh Kumar Jain, arrêté en Inde en décembre 2009 pour blanchiment et faux passeport. Jain avait déjà été arrêté en 2007 à Dubaï, sur demande des polices britannique et italienne, mais avait été curieusement libéré sous caution puis avait logiquement disparu...

Décidément, Dubaï est l'arrière-cour de la pègre indienne. En juin 2010, la police indienne fait une demande officielle aux autorités des Émirats Arabes Unis pour obtenir des informations sur les personnalités de Bollywood ayant fréquenté le gang Dawood dans les hôtels de Dubaï dans les années quatre-vingt-dix. Les Indiens cherchent à identifier

les relais médiatiques du parrain. La demande concerne nominativement quatre acteurs de Bollywood, ainsi que quelques producteurs. Sont ainsi visés : une comédienne considérée comme ayant été « très intime » avec le caïd ; une autre, récemment entrée en politique ; tout comme un autre acteur. Ils auraient participé à des fêtes avec des membres de la pègre indienne et auraient même joué les « *guest stars* » à des mariages mafieux à Dubaï.

Fin 2010, Dawood apparaît dans le « scandale du 2G » qui pousse à la démission en novembre le Ministre indien des Télécommunications, Andimuthu Raja. Il aurait favorisé la société « *Swan Telecom* » dans l'attribution de licences 2G en 2008. Au sein du conseil d'administration de cette société, on trouve Shahid Usman Balwa, représentant de DB Grup, société spécialisée dans l'immobilier à Bombay et actionnaire de « *Swan Telecom* ». Balwa est considéré comme un proche d'Ibrahim Dawood et les autorités indiennes cherchent désormais à établir l'influence exacte du caïd sur « *Swan Telecom* » et son implication dans cette affaire qui aurait entraîné un manque à gagner pour les finances indiennes de près de trente milliards d'euros. L'enquête sur cette affaire est toujours en cours en septembre 2011 mais elle implique déjà plusieurs personnalités politiques, des hauts-fonctionnaires, des firmes de renom comme le Groupe Tata ou Vodafone, et des journalistes ayant joué les intermédiaires entre le monde politique et le monde économique. L'affaire est tellement sensible que fin mars 2011, le *Central Bureau of Investigation* a décidé de renforcer la sécurité de son quartier général de Delhi. Cette mesure est prise suite à des informations laissant craindre que la *D-Company* veuille commettre

un attentat contre l'immeuble dans le but de détruire les dossiers de l'enquête sur l'attribution des licences 2G. Sept témoins principaux de ce dossier ont également été placés sous étroite protection policière.

Des menaces pèsent également sur la presse indienne. Le 11 juin 2011, quatre hommes sur deux motos font feu sur Jyotirmoy Dey, alors qu'il circule en scooter dans une rue de Bombay. Dey travaillait sur le crime organisé de Bombay depuis 22 ans. « J. Dey » était l'auteur de deux livres sur le sujet et s'intéressait notamment à la « Mafia du pétrole », spécialisée dans le vol de pétrole et la revente d'essence coupée, et à la « Mafia de l'immobilier ». Les principaux parrains indiens ont été mis en cause dans les médias mais certains, bien qu'en fuite, ont publiquement rejeté ces accusations. Mais la police a interpellé plusieurs personnes, proches du clan de Chhota Rajan, rival historique de Dawood. Selon une des hypothèses, Rajan aurait soupçonné Dey de livrer des informations sur ses activités au clan adverse. Les enquêteurs s'intéressent d'ailleurs à un voyage du journaliste à Londres où il aurait pu rencontrer Iqbal Mirchi, un des plus proches lieutenants de Dawood. Alors qu'il était en Europe, pour brouiller les pistes, Dey aurait volontairement laissé son téléphone portable, allumé, à Bombay. Depuis le meurtre du journaliste, les clans de Chhota Rajan et de Dawood préfèrent adopter profil bas, au profit de parrains de deuxième niveau.

Le cas d'Ibrahim Dawood, ses relations avec le terrorisme, avec l'ISI, et son implication dans le trafic de fausses roupies, étaient au menu des discussions bilatérales lors de la réunion

des gouvernements indiens et pakistanais les 28 et 29 mars 2011. Les Indiens ont remis une liste de quarante criminels ou terroristes à leurs homologues pakistanais. Ceux-ci peuvent de moins en moins nier la présence de Dawood sur son territoire. Le 4 février 2011, la deuxième fille du boss, Mahreen, s'est mariée à Karachi avec un américano-pakistanaï. La réception s'est faite dans la villa du parrain, en comité restreint. Selon des sources indiennes, des officiers de l'Armée pakistanaise, de l'ISI et des hommes d'affaires étaient présents. Javed Miandad, ancien joueur de cricket pakistanais dont le fils est marié à la première fille de Dawood, Mahroof, était également présent, de même que les frères du boss et son principal lieutenant, Chhota Shakeel. En 2011, un autre mariage se prépare dans la famille Dawood : celui de Moin, fils du parrain. D'abord prévu à Dubaï, le mariage devrait se tenir finalement au Pakistan pour éviter toute demande d'arrestation et d'extradition de la part des autorités indiennes. Le nombre d'invités a été réduit, là encore pour éviter les problèmes. Le parrain devrait assister au mariage uniquement par vidéoconférence.

Depuis l'opération américaine qui a abouti à la mort de Ben Laden le 2 mai 2011 au Pakistan, l'Inde multiplie les demandes d'arrestation d'Ibrahim Dawood. Mais avec le scandale des licences 2G, il est moins certain que la classe politique indienne réclame le retour d'Ibrahim Dawood. Surtout qu'en juin 2011 des rumeurs évoquent le départ du caïd du Pakistan pour un pays inconnu...

Table

<i>Le dernier parrain...</i>	9
1 Bollywood mafia	13
2 La grande sœur chinoise	25
3 Voleur dans la loi	41
4 Coke de père en fils	59
5 Le roi des narcos	71
6 Le « <i>Padrino</i> » de la baie des Cochons	91
7 Le parrain de la 26 ^e Famille	101
8 L'Irlandais et le FBI	113
9 La chute du clan Rizzuto	127
10 « Mom » Boucher, chef de guerre des <i>Hells Angels</i>	160
11 Irish Criminal	179
12 Le kid de Liverpool	202
13 Les nouveaux parrains de la Sicile	221

MAQUETTE ET MISE EN PAGES



CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ
PAR L'IMPRIMERIE CORLET À CONDÉ-SUR-NOIREAU (14)
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2011. N° D'IMPRESSION 00000
Imprimé en France